

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 06 • Avril 2012

Édition spéciale

Abonnez-vous pour toutes les recevoir!

Distribuée ce mois-ci aux 3 000 coopératives du Québec



Coop de solidarité FibrEthik

Filer un coton solidaire

La production du coton dans les pays en voie de développement, comme c'est souvent le cas avec les monocultures d'exportation, crée souvent une situation d'exploitation intenable pour les petits producteurs.

Depuis 2006, la coopérative montréalaise FibrEthik affronte ce problème de front en faisant l'importation de coton indien équitable et biologique et en soutenant des organismes d'insertion sociale sur le terrain en Inde.

Spécialiste de longue date du commerce équitable, Marc-Henri Faure est à l'origine du projet de FibrEthik. Il a passé 6 mois en Inde en 2006 dans le cadre de la mission Équicoton, pour visiter une douzaine d'acteurs du commerce équitable (regroupements de producteurs), des usines de transformation et des exportateurs de coton.

Marc Ouimet

Très rapidement, il constate la vulnérabilité et l'iniquité profonde de la situation des producteurs de coton en Inde. Ceux-ci doivent souvent s'endetter pour être en mesure d'acheter les semences et les pesticides nécessaires à la culture, pour se retrouver ensuite dans l'incapacité de

rembourser en raison de la baisse du prix du coton sur les marchés internationaux. Pris de désespoir, plusieurs se suicident.

À son retour de voyage, Marc-Henri Faure initie donc la fondation d'une coopérative de solidarité afin d'importer des produits faits de coton indien biologique et équitable. FibrEthik est née.

SUITE EN PAGE 4
FibrEthik



Sonda Amira Kholi, producteur du Village de Bhimashur, district de Katch, Gujarat, présente fièrement des fleurs du coton équitable importé par FibrEthik.

Photo: FibrEthik

DOSSIER: La vague de fond à Montréal - p. 4-5

Portrait de la coopération à Montréal • Café Campus • CoopTEL Coop vidéo • CTA de Photon etc. • FibrEthik • D'autres portraits de coopératives montréalaises dans l'édition de mars, et bientôt dans l'édition en ligne: www.journalensemble.coop

Rimouski - Coopérative de ski de fond Mouski

Les plus belles pistes sont coopératives

Le 4 mars dernier, les membres de la Coopérative de ski de fond Mouski ont convié la population à une journée portes ouvertes, histoire de souffler les dix bougies du centre de plein-air. Cité parmi cinq lieux québécois d'entraînement de ski de fond classique par l'édition de janvier de la revue *Espaces*, Mouski doit son succès à l'engagement bénévole de ses membres.

Nicolas Falcimaigne

« C'est un beau succès, mais il y a beaucoup de bénévolat, souligne le trésorier, Claude Doucet. Si on payait du salaire pour tout, c'est sûr qu'on n'arriverait pas. Mouski, c'est l'implication des bénévoles. Ce sont eux qui



Philippe et Thomas.

Photo: Mouski

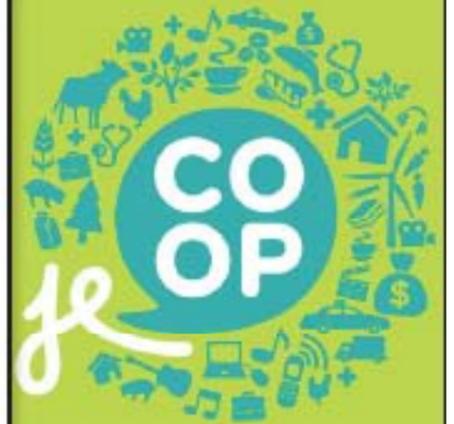
tracent les pistes, ce qui permet d'ouvrir 7 jours sur 7. L'entretien ménager est bénévole. Les rénovations sont des corvées. À la billetterie, 3 jours sur 7 sont assumés par des bénévoles. »

JOURNÉE PORTES OUVERTES

La journée portes-ouvertes a permis d'amasser 884\$ de dons qui ont été remis à l'organisme d'aide alimentaire Moisson Rimouski-Neigette. « Ça a été une belle activité, un succès malgré les conditions de pluie passagère », analyse M. Doucet.

SUITE EN PAGE 2
Mouski

Comme des millions de gens



Et j'en suis fier!

www.jecoop.coop

2012
Année
Internationale des
Coopératives

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité • 5955, rue St-Laurent, Lévis (Qc) G6V 3P5 • 418 835-3710

SUITE DE LA UNE Mouski

Un feu a été allumé pour réchauffer les randonneurs et un ravitaillage a été organisé aux différents refuges qui ponctuent le parcours.

RÉPONDRE À UN BESOIN

C'est la fermeture des pistes de ski de fond d'un centre de ski de la région qui a poussé les fondeurs à fonder une coopérative, notamment pour acheter une machine surfaceuse permettant de tracer des pistes de ski patin. Motivés, les 80 fondateurs ont fourni 500 \$ chacun en 2002. La caisse Desjardins locale a fourni un investissement équivalent à la moitié de celui des membres, tandis que la Ville de Rimouski a fait un don de 20 000 \$.

La première machine surfaceuse Bombardier BR 160 a ainsi pu être achetée au coût de 73 000 \$.

La coop s'est installée au Club des Raquetteurs de Sainte-Blandine, situé à environ 20 kilomètres du centre ville de Rimouski. Sa mission était de faire de cet endroit le centre par excellence de la pratique du ski de fond dans la région du Bas-Saint-Laurent pour les gens de tout âge.

Après deux années d'opération, la coopérative a acheté le chalet du Club des Raquetteurs, un bâtiment de 300 mètres carrés qui peut accueillir plus de 200 personnes. Un an plus tard, le Club des



Photo: Mouski

Raquetteurs changeait de nom pour celui de Centre de plein-air Mouski.

En 2006, la première coopérative a été fusionnée avec le Centre et la Coopérative de ski de fond Mouski a été créée. Les

parts de qualification ont été réduites à un montant de 100 \$ et les membres de la coopérative initiale, ayant souscrit 500 \$, ont transféré 400 \$ chacun en parts privilégiées. La Coopérative ne verse aucune ristourne à ses membres car elle est sans but lucratif.

le pas classique et 21 km pour le pas de patin. Sur les parcours, quatre petits refuges chauffés sont à la disposition des skieurs.

Les sentiers de raquettes comptent une quinzaine de kilomètres de pistes balisées dans un environnement varié et de difficulté moyenne.

ENGAGEMENT FINANCIER

Signe que l'investissement des membres est tangible, la grande majorité des membres conserve ses parts privilégiées dans la coopérative plutôt que de les retirer lorsque la loi leur permet, tous les 3 ans, fait remarquer M. Doucet.

En 2009, cette capitalisation a permis de compléter l'achat de la nouvelle surfaceuse (Prynot Husky), au coût de 224 000 \$ avec une subvention de 150 000 \$ de Développement économique Canada.

Plus de 30 km de pistes sont tracés pour

LE DÉFI DE LA RELÈVE

Pour assurer la relève, la coopérative ouvre ses portes à des groupes d'élèves du primaire, du secondaire et du collégial. Elle offre aussi des sessions d'initiation au ski et d'amélioration des habiletés à plus de 50 jeunes dans un programme de 10 semaines et de 5 niveaux, avec des formateurs accrédités.

Le centre est l'hôte de compétitions nationales et son équipe de compétition s'y distingue souvent.



L'équipe de compétition.

Photo: Mouski

CTA - Coopérative de travailleurs actionnaire de Photon etc.

Haute technologie : conserver les ressources humaines

Une petite entreprise québécoise, Photon etc., se taille une place dans le milieu des nouvelles technologies grâce à ses innovations et s'assure une efficacité sur plusieurs années par la création d'une coopérative de travailleurs actionnaire, la CTA-Photon etc.

Fondée en 2009 dans le but initial de faire participer les employés aux bénéfices de l'entreprise de façon plus avantageuse que par l'achat d'actions, CTA-Photon etc. détient environ 10 % des parts de Photon etc. et permet à ses employés de contribuer à financer l'entreprise tout en étant admissible aux REERs et aux Régimes d'investissement coopératif.

Pascale Charlebois

L'avantage est donc double: assurer un financement de la compagnie tout en permettant aux employés de participer à la santé économique de leur entreprise et ce, en retirant certains bénéfices fiscaux.

Il y a aussi derrière, bien sûr, une idée de rétention du personnel, dont ne se cache pas Daniel Gagnon, directeur de projet chez Photon etc.: « Je crois qu'il n'y a qu'un seul employé qui n'est pas membre de la CTA et c'est parce qu'il est déjà actionnaire majoritaire de Photon etc.! Au niveau de l'emploi, on remarque que c'est quand même positif. Nous sommes une petite entreprise, nous n'avons pas les mêmes moyens que les grandes entreprises et dans ce domaine de pointe où il faut des employés hautement qualifiés, l'idée de participer activement aux bénéfices de l'entreprise joue en notre faveur lors des entrevues de sélection. »



Photo: CTA - Photon etc.

En recrutant et en conservant à son emploi des gens qualifiés et prêts à mettre l'effort nécessaire pour le bon fonctionnement d'une entreprise qui leur appartient, Photon etc. s'assure de demeurer

compétitif et innovateur dans un domaine où ces qualités sont essentielles.

PARTICIPER À L'ENTREPRISE

Après la part sociale de 10 \$, les employés contribuent à chaque période de paie en achetant des parts privilégiées. Ils pourront bénéficier de ristournes en fonction du nombre de parts qu'ils détiennent.

Ce modèle d'affaires, selon Daniel Gagnon, s'avère efficace: « Oui, Photon etc. a un niveau de croissance qui est peut-être un peu plus lent, mais chaque pas est beaucoup plus solide, à mon avis, et la CTA fait partie de cette croissance-là en permettant de financer une partie de Photon etc. et en créant des emplois. »

Je participe

Nom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Devenir membre

J'annonce

Adhésion annonceur
(membre auxiliaire)
200\$

Je m'informe

Adhésion lecteur
(membre auxiliaire)
20\$

Je publie

Adhésion journaliste
(premier article)

Je m'abonne au tarif membre

Abonnement papier : 90\$

Abonnement courriel (PDF) : 25\$

Je souscris des parts privilégiées pour soutenir la mission de la coopérative : _____ \$

Je transmets cet abonnement avec le paiement du total (_____ \$) à l'adresse suivante :

Coopérative de journalisme indépendant. 86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0

418 860-1609 - www.journalensemble.coop

Je refuse de découper mon superbe exemplaire d'Ensemble : Adhésion et abonnement en ligne : coop.journalensemble.coop
Je m'abonne par téléphone ou par courriel : 418 857-2712 ou administration@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop

LES PRESSES DU FLEUVE
SEUL IMPRIMEUR INDEPENDANT
à l'est de Montréal

pour l'impression de journaux, de circulaires et de bottins

EN RÉGION ON FAIT BIEN PLUS QUE BONNE IMPRESSION

ON DONNE UN SERVICE IMPRESSIONNANT!

» JOURNAUX
» CIRCULAIRES
» NAPPERONS

» REVUES
» BOTTINS
» TÉLÉPHONIQUES

et bien plus...

Gilles Robitaille, directeur général
100, avenue de la Cour,
Montmagny (Québec) G5V 2V9

T **418 248.5500**
SF **1 877 248.0020**
F **418 248.3800**

Parce que ça vous revient!

Le RÉSEAU COOPSCO c'est :

- 7 millions de \$ en ristournes à l'achat à chaque année
- 1 000 emplois étudiants
- Plus de 1 million de \$ en dons et commandites
- 600 administrateurs
- 400 000 membres
- Plus de 60 ans au service des étudiants!

CoopSCO, le plus vaste RÉSEAU de LIBRAIRIES au Québec. Pour tous vos besoins en librairie, papeterie informatique, alimentaire et plus... www.coopSCO.com

Dossier

La vague de fond coop à Montréal

Montréal, métropole du Québec, est souvent identifiée comme son moteur économique, alimenté par l'activité de grandes entreprises et d'un secteur financier important, qui rayonne sur le monde entier.

Sous la surface de ces eaux tumultueuses, régulièrement secouée par les tempêtes financières, se cache une véritable vague de fond: le mouvement collectif d'un grand nombre de coopératives, qui mobilisent les citoyens tout en constituant un pilier durable de la santé économique et sociale de Montréal et du Québec.

Dans l'édition de mars dernier, le journal *Ensemble* a ouvert un dossier sur la coopération à Montréal, à l'occasion de la campagne Je coop, lancée par le mouvement coopératif dans la métropole. Ce dossier se déploie aujourd'hui dans ces pages d'une édition d'avril toute spéciale, car elle est exceptionnellement distribuée à toutes les coopératives du Québec.

Coopérative des travailleurs et travailleuses du Café Campus

Le secret de la jeunesse

Avec son nom, ce bar-discothèque et salle de spectacle témoigne de son parcours, celui d'une association étudiante devenue une coopérative de travailleurs. Une histoire de passion rassembleuse et d'autogestion qui fait figure de légende dans le monde musical, mais aussi communautaire. Ça dure depuis 40 ans: spectacle tous les soirs et pour tous les goûts.

Christine Gilliet

Le Café Campus, installé sur trois étages dans le Quartier Latin en plein cœur de Montréal, organise de 300 à 500 spectacles par an. Avec ses deux salles de 150 à 300 personnes, il accueille quelque 300 000 noctambules par an, surtout des étudiants de la ville, mais aussi des touristes. La recette? De la musique de tous les styles, des soirées thématiques, des concerts, de la bière au

FÊTES, TREMPLIN ET SOUTIEN COMMUNAUTAIRE

Le Café Campus fait vivre des soirées musicales thématiques très variées: musique rétro, francophone, blues, rock, rock alternatif, électro, hip-hop, rhythm and blues, musiques du monde, disco des années 1980, ligue d'improvisation musicale de Montréal, soirées Juste pour rire, soirées discothèque avec DJ. Il encourage la scène locale et indépendante, francophone et anglophone, et sert de tremplin aux jeunes artistes en leur offrant une salle gratuitement et en les aidant à faire leur promotion. Les groupes et les artistes célèbres aujourd'hui y sont passés: citons, entre autres, Beau Dommage, Diane Dufresne, les Colocs, Alfa Rococo, Alexandre Désilets et Jimmy Hunt.

Sa particularité tient au fait qu'il loue aussi ses deux salles, le Café Campus et le Petit Campus, avec scène et matériel pour la tenue de soirées, d'événements et



Dominique Robert, porte-parole de la coopérative, a expliqué l'autogestion de la coop lors du lancement de la campagne Je coop à Montréal, le 15 mars dernier.

pichet pas chère et un coût d'entrée modique, voire gratuit en début de certaines soirées. L'association étudiante de l'Université de Montréal a fondé en 1967 le Café Campus. Quand l'établissement devient déficitaire, les employés l'achètent en 1981, créent une coopérative de travailleurs et le relancent en optant pour une autogestion participative très forte qui leur permet de faire face à toutes les embûches. De manière très régulière, les 25 membres travailleurs se réunissent en assemblée, chacun ayant son mot à dire et son pouvoir de décision.

de spectacles. Il soutient les événements-bénéfice d'organismes communautaires avec la mise à disposition gratuite de salle. Le Café Campus a reçu le Prix de la Coopérative de l'année en 1998 et le Prix de la décennie au Gala des Prix du Mérite coopératif en 2006, remis par la Coopérative de développement régional (CDR) de Montréal-Laval. En 2007, il a fêté ses 40 ans, avec une dizaine de jours de festivités et le lancement d'un album spécial, réunissant 13 artistes qui se sont produits sur sa scène.

Cooptel, coop de télécommunications

Télécommunications solidaires en milieu rural et urbain

Le marché des télécommunications est souvent perçu comme une chasse gardée d'imposants joueurs comme Bell ou Québecor. Si ce portrait comporte une bonne part de vrai, il demeure que certains petits joueurs arrivent à tirer leur épingle du jeu. C'est notamment le cas de Cooptel, une coopérative basée à Valcourt depuis les années 1940 et qui offre depuis quelques années des services de téléphonie et d'accès Internet aux résidents du Plateau Mont-Royal et des environs.

Marc Ouimet

PLUS DE 60 ANS D'HISTOIRE

L'histoire de Cooptel remonte aux années 1940, quand Oliva Pratte, un citoyen de la petite municipalité de Valcourt en Estrie, décide de fonder un Syndicat qui achèterait la compagnie de téléphone locale, dont les services laissent à désirer. S'alliant avec d'autres citoyens mécontents du service de téléphone local, son projet se concrétise finalement en 1944.

Depuis ce temps, Valcourt et ses environs sont desservis par la coopérative, qui change de nom à quelques reprises au fil des ans. La dénomination de Cooptel est ainsi adoptée en 1998, au moment où la coopérative commence à élargir son marché ainsi que sa palette de services.

SUITE DE LA UNE FibrEthik

COTON SOLIDAIRE DES CAUSES SOCIALES

Aujourd'hui bien implantée, FibrEthik soutient à la fois, par ses activités, des organismes d'insertion sociale en Inde pour la confection des produits et des boutiques solidaires québécoises pour leur distribution (Dix Mille Villages, Rien à cacher, Magasins du Monde etc.). Au cours des dernières années, la coopérative a également supporté différents organismes et projets par l'impression et la vente de T-shirts promotionnels, par exemple pour le Jour de

ÉLARGIR LA PALETTE DE SERVICES ET LE MARCHÉ

L'arrivée d'Internet dans les années 1990 marque l'apparition de services supplémentaires comme l'accès à Internet et même la câblo-distribution. À cet égard, Cooptel n'est pas peu fière d'avoir été la première compagnie à implanter la fibre optique en milieu rural au Québec.

Conservant cet ancrage rural, Cooptel a également agrandi son terrain de jeu et dessert aujourd'hui la ville de Sherbrooke ainsi que le Plateau Mont-Royal et ses environs à Montréal, ces deux municipalités comptant pour 40% de la clientèle de la coopérative.

Outre cette offre de services générale, Cooptel supporte également le branchement à des taux préférentiels de différents groupes comme les fédérations de coopératives d'habitation du Montréal métropolitain et de l'Estrie, ainsi que celui des étudiants de l'Université de Sherbrooke et ceux de l'École des technologies supérieures à Montréal.

Dans un marché féroce dominé par de grandes compagnies souvent peu soucieuses de leurs clients, Cooptel apporte donc une offre de services solidaire et de qualité. La qualité de ses services et l'engagement de ses employés lui a d'ailleurs valu, en 2009, le prix Bruno Riverain, remis à la coopérative de l'année par Capital régional et coopératif Desjardins.

la Terre, Équiterre et plusieurs documentaires, dont *République, un abécédaire populaire*, du réalisateur Hugo Latulippe.

En droite ligne de sa propre expertise, FibrEthik collabore aujourd'hui avec Consortium Évolution, un organisme sans but lucratif, pour donner des conférences sur le commerce équitable et le coton équitable et biologique. Pour l'équipe de FibrEthik, il s'agit d'une façon privilégiée pour faire valoir, au-delà de l'expertise et des produits de la coopérative, les valeurs de solidarité et de justice sociale à l'origine du projet.

En plus d'être disponibles chez les boutiques mentionnées plus haut, les produits de FibrEthik peuvent être achetés en ligne sur le site Web de la coopérative: www.fibrethik.org

Elles sont près de 800 à Montréal, réparties dans des secteurs allant des services de garde aux services funéraires, en passant par l'habitation, les arts et la culture, ainsi que les commerces et les services. Ces entreprises urbaines qui ne sont pas soumises à la « dictature du trimestre », ce sont des coopératives. Une fourmillière qui alimente plus qu'on le croit la vitalité de la métropole.

Nicolas Falcimaigne

Caractérisé par la présence d'un plus grand nombre de coopératives de travail et de travailleurs actionnaires qu'ailleurs au Québec, le mouvement coop montréalais place les travailleurs aux commandes de l'entreprise, un facteur important de rétention de la main d'œuvre dans un marché si concurrentiel.

En plus des 68 coopératives de travail, il existe à Montréal 12 coopératives de travailleurs actionnaires, nées pour la plupart depuis 2001 et dont 8 touchent les technologies et l'informatique.

L'HABITATION

En tête de liste, les coopératives d'habitation répondent à un besoin essentiel, celui de se loger. Ensemble, elles représentent trois coop sur quatre à Montréal et mettent à l'abri de la spéculation immobilière un peu plus de 15 000 logements.

Les membres des coopératives d'habitation sont collectivement propriétaires de leur entreprise tout en étant locataires de leur logement individuel. Ils consacrent en moyenne 11 heures par mois aux activités nécessaires à la bonne marche de leur coopérative.

Toutes les sphères de la société sont représentées dans les coopératives d'habitation, mais les femmes (65%), les personnes à faibles revenus (50%) et les personnes seules (45%) sont en plus grand nombre, selon les données de l'enquête sur le profil socioéconomique des membres des coopératives d'habitation, réalisée en 2007 par la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH).

Privilégiant la mixité sociale, les coopératives d'habitation sont des organisations démocratiques qui valorisent la prise en charge personnelle et mutuelle, ainsi que l'acquisition d'un bagage de connaissances par leurs membres. Lieux d'intégration, elles permettent à leurs membres résidents de créer des liens, de partager des expériences et d'éviter l'isolement. En ce sens, elles favorisent aussi l'intégration des immigrants qui, chaque année, choisissent de vivre dans le Grand Montréal.

LES ARTS ET LA CULTURE

Le secteur des arts et de la culture contribue au statut de « métropole culturelle » qui fait la renommée de Montréal. Parmi les 84 coopératives en arts et culture qui se trouvent au Québec, le plus grand nombre au Canada, 36%, sont situées dans la grande région métropolitaine.

Un des porte-parole de la campagne Je coop, le comédien Jacques L'Heureux, président de la Caisse de la Culture et mieux connu par les jeunes générations dans son rôle de Passe-Montagne, confirme que la coopération est essentielle dans le monde artistique. « Nos membres, qui sont des artistes pigistes, donc des entrepreneurs indépendants, des travailleurs autonomes, ne trouvaient pas de place dans les banques. La création de notre caisse a permis à énormément d'artistes d'accéder à la propriété et d'avoir des services financiers sans se faire demander "on veut que ton père signe pour nous". »

LES COMMERCES ET LES SERVICES

La représentation des coopératives dans le secteur tertiaire est à l'image de l'économie montréalaise en général. En plus des coops en alimentation de tout genre (cafés, bistros, etc.), on y retrouve les coopératives de services à domicile, des centres de la petite enfance, les coopératives funéraires et des commerces de détail.

Elles donnent aux Montréalais l'accès à des produits et services couvrant tous les aspects de la vie quotidienne, en allant du plein-air (Mountain Equipment Coop) aux livres et matériel scolaire (Coopso), en passant par des produits de consommation responsable et des services en lien avec la communauté (FibrEthik, La Maison verte), la conception graphique, l'imprimerie, et même le taxi.

Pour se procurer des produits et des services, les citoyens s'organisent parfois en groupes d'achats et forment des coopératives de consommation qui rejoignent tous les publics. Par exemple, la Coopérative des employés de Radio-Canada et la Coopérative de consommation des employés d'Hydro-Québec constituent d'importants avantages pour les travailleurs de ces entreprises.

MONTRÉAL, LE SIÈGE DES GRANDS RÉSEAUX

Les grands centres d'affaires et les sièges



« On a vu les banques, ces dernières années, se planter royalement à travers toute la planète, et on a vu le Mouvement Desjardins se faire envoyer des lauriers, comme une des institutions financières les plus solides au monde », s'est exclamé Jacques L'Heureux, ici en compagnie de Gérald Larose, respectivement présidents de la Caisse de la culture et de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

sociaux de plusieurs grandes coopératives se retrouvent à Montréal. La Fédération des caisses Desjardins y compte, en incluant les caisses de groupes, 67 caisses, qui gèrent ensemble un actif de 21,8 milliards\$ et 41,6 milliards\$ de volume d'affaires. Elle compte, sur l'île de Montréal, 856 846 membres. Les caisses populaires Desjardins versent 7,5 millions\$ en commandites, dons et bourses, ainsi que près de 50 millions\$ en ristournes chaque année dans la métropole.

La Coop Fédérée, cinquième plus gros employeur au Québec, dont le chiffre d'affaire s'élève à 4,6 milliards\$, a également son siège social à Montréal. Agropur, qui est le plus important transformateur laitier coopératif au Canada avec plus de 3 milliards de litres de lait annuellement, a lui aussi son siège social dans la région métropolitaine (Longueuil). Montréal compte enfin d'importants centres d'affaires du domaine des services d'assurances, représentés par les mutuelles que sont La Capitale, Promutuel et SSQ Vie.

DES ENTREPRISES RÉSISTANTES

Le taux de survie des coopératives est le double de celui des entreprises privées, après 5 ans et même 10 ans d'activité.

Les coopératives de consommateurs, notamment, survivent à 82% et 66% après respectivement 5 et 10 ans d'activité. Au chapitre de la résilience, les coopératives scolaires sont en tête, avec 84% et 67%, après 5 et 10 ans d'activité. Viennent ensuite les services-conseils, l'hébergement et la restauration, qui affichent des taux de survie de loin supérieurs à ceux des entreprises privées traditionnelles.

Si le taux de survie des coopératives est marqué par des différences selon le secteur d'activité investi, les entreprises privées connaissent quant à elles des taux de survie relativement uniformes, indépendamment du secteur d'activité.

Le déplacement des populations vers la ville et l'immigration interpellent le mouvement coopératif, qui devra développer des modèles spécifiquement adaptés à ces enjeux. Le projet Coopérative Entreprise Partagée vient d'être lancé à Montréal, compte déjà 16 femmes membres issues de l'immigration au sein de cette première initiative innovante du genre en Amérique du Nord. Rappelons que la métropole est la seconde ville en importance au Canada et qu'elle accueille 88,6% de toute la population immigrante du Québec.

À venir : compléments sur www.journalensemble.coop



ECTO, espace de travail collaboratif

Par Marc Ouimet

William.coop - Ensemble pour la petite enfance

Par Pascale Charlebois

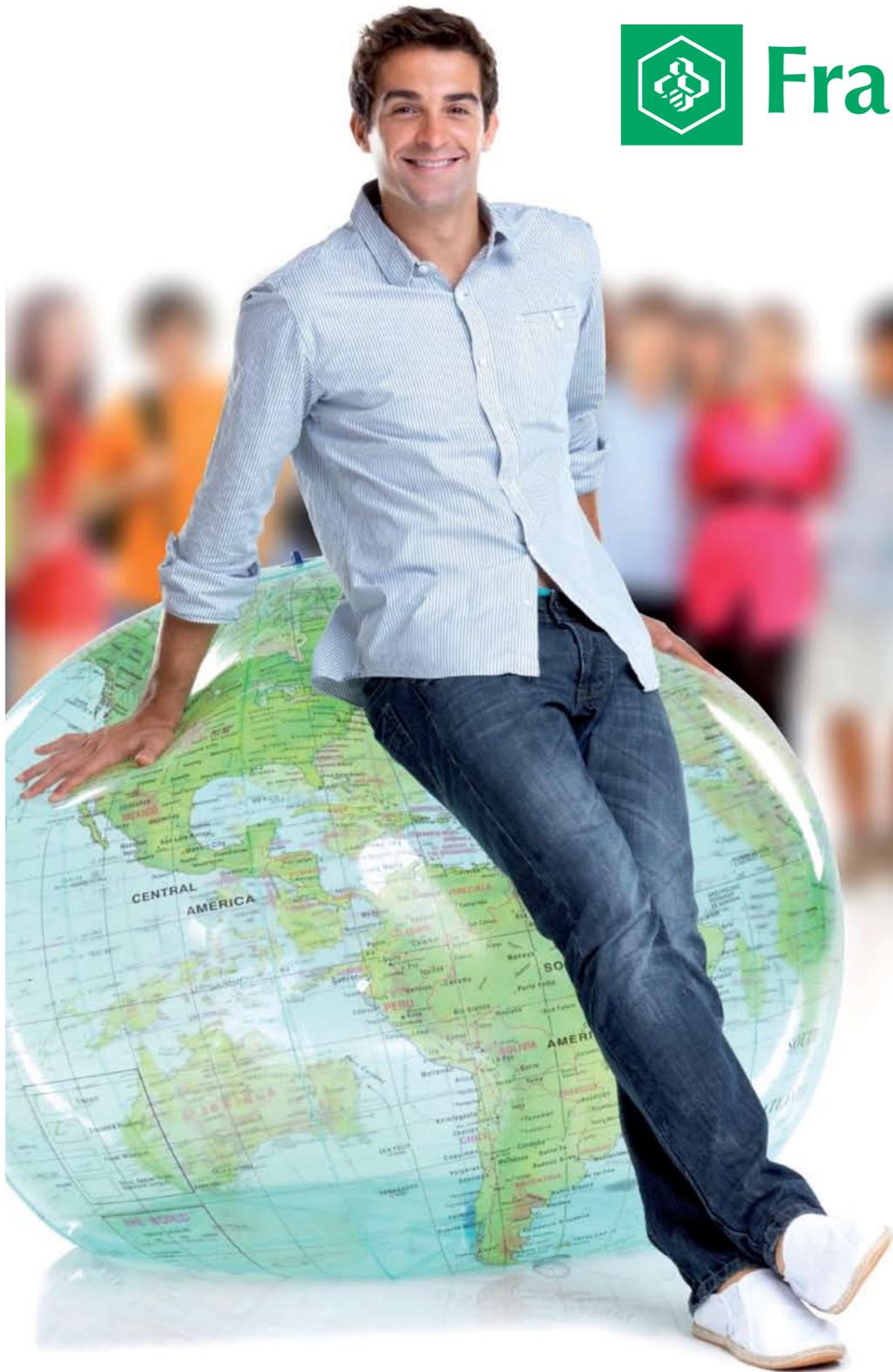
Le modèle
COOPÉRATIF,
une **FORCE À DÉVELOPPER**

FONCEZ!
TOUT LE QUÉBEC VOUS ADMIRE

STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'ENTREPRENEURIAT

mdeie.gouv.qc.ca/entrepreneuriat

Québec



LA COOP, UN MODÈLE D'AVENIR

L'année 2012 est proclamée « Année internationale des coopératives » par l'Assemblée générale des Nations Unies. Un bel hommage à un modèle inspirant.

Chemin faisant, les coopératives ont tracé la voie à une nouvelle façon de voir et de vivre le monde. Riche de son parcours, Desjardins veut continuer d'écrire son chapitre dans cette histoire à succès.

Car avec l'entraide, la solidarité, la démocratie et l'égalité, nous pouvons ensemble tisser le mieux-être de nos collectivités.



desjardins.com/cooperation

Coopérer pour créer l'avenir

Citoyens



Bonne nouvelle

J'ai connu la revue *Ensemble !* des années 1940 sous la direction du Père Georges-Henri Lévesque, un des fondateurs du Conseil Supérieur de la Coopération. J'ai connu aussi le journal *Ensemble !* sous la direction d'un Monsieur Légaré. Dans les deux cas, la mission de cette publication était de faire connaître le coopératisme et ses réalisations à l'ensemble des coopérateurs du Québec – mais aussi à la population en général.

Claude Béland

Les publications des coopératives sectorielles étaient certes utiles mais aucune publication ne faisait connaître l'ampleur et la diversité des coopératives sur le territoire québécois.

Comment ces publications pouvaient survivre? Grâce au fait que les différents secteurs coopératifs ou mutualistes les supportaient, espérant qu'un jour on puisse trouver ces revues dans les kiosques à journaux un peu partout sur le territoire québécois.

Il n'existe plus de publication annonçant régulièrement la «bonne nouvelle» de la coopération, son développement, ses importantes réalisations, sa capacité d'être une alternative à une économie ultralibérale qui ne répond plus aux besoins de l'ensemble de la population.

Au fil du temps, cependant, quelques secteurs coopératifs préférèrent investir davantage dans leurs propres publications et abandonnèrent le soutien à une publication «du monde coopératif et mutualiste.»

Depuis, il n'existait plus de publication annonçant régulièrement la «bonne nouvelle» de la coopération, son développement, ses importantes réalisations, sa capacité d'être une alternative à une économie ultralibérale qui ne répond plus aux besoins de l'ensemble de la population.

Le projet d'une nouvelle publication dédiée à l'information de la réalité coopérative, d'abord sur le plan régional et pourquoi pas éventuellement sur le plan national, est une bonne nouvelle.

Personnellement, j'appuie ce projet et je souhaite que ce rêve que j'entretiens depuis quelques années – celui de voir un jour un journal coopératif sur internet et, pourquoi pas, dans les kiosques à journaux – faisant la promotion de la coopération par l'exposé de ses réussites non seulement au Québec mais dans le monde – pourra finalement se réaliser. Je souhaite plein succès aux porteurs de ce projet.

Claude Béland est co-président d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal *Ensemble*. Il a été président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000.

Gauche ou Droite, le politique ne fonctionne plus à cause de l'échec de l'économie

Quatre raisons et trois propositions

Professeur titulaire à l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal, Omar Aktouf n'hésite pas à bousculer cette institution au sein même de ses cours. Celui qui fait figure de mouton noir dans l'antichambre de la finance a récemment signé un chapitre dans le livre *Université inc.*, publié chez Lux Éditeur. Il y décrit les tenants et aboutissants de la privatisation de l'éducation, et les intérêts qui sont en jeu dans le désengagement de l'État incarnée par la hausse des frais de scolarité.

Ce phénomène, qui a poussé 200 000 personnes à prendre la rue le 22 mars dernier, il le situe dans l'enjeu plus large de la confiscation du bien commun par une élite financière oligarchique qui contrôle aussi bien l'État que les médias de masse. Nous entamons ici la publication d'une série de textes que le professeur Aktouf a envoyé aux médias de masse et qu'ils ont refusé de publier.

Coup de tonnerre sur les bourses et les esprits: l'agence Standard & Poor's menace de décoter les USA pour sa colossale dette. La planète finance revient au *business as usual*, faramineux bonis aux traders et profits en hausses, alors que les politiciens de tous bords ne savent plus que faire, répétant lamentablement les mêmes litanies de «reprises», de «relances»... prêtant Poreille aux habituelles officines économiques totalement dépassées depuis la crise de 2008.

Omar Aktouf, Ph. D.
Professeur titulaire, HEC Montréal

«Droites» et «gauches» un peu partout, adoptent des positions «centristes», (paraître plus 'social', ou plus 'pragmatique-économique') ou se «libertarisent» en poussant plus avant les dogmes néolibéraux, comme le régime Harper. Hélas, les dernières années montrent que rien ne fonctionne: les crises métastent (de USA à Grèce, Espagne, Portugal...), aucune «politique» ne semble en mesure de sortir notre monde du marasme, aggravé depuis 2008. Cela parce que l'idéologie économique dominante a atteint ses ultimes limites.

Quatre raisons sont à l'origine de cette situation. La première est que tout l'édifice économique néoclassique, devenu néolibéral, est avant tout basé sur la prémisses insoutenable qu'il peut y avoir croissance infinie. Nul n'est besoin de savantes démonstrations pour comprendre que dans le monde fini qu'est le nôtre, il ne saurait exister quoi que ce soit d'infini. Nul ne peut réaliser d'infinis profits sur l'exploitation de forêts infinies, ni de bancs de morues infinies. Notre planète ne donne rien de maximum ni d'infini. L'idée de «croissance permanente» ne se peut que si l'on accepte celle de destruction permanente: les «profits» impliquent désormais, globalement, moins de qualité de vie, d'emploi, de santé de la nature... et plus de spéculations financières donnant les résultats que l'on sait depuis 2008.

La seconde cause réside dans le fait que la biologie nous enseigne que la nature «fonctionne» selon la loi incontournable des équilibres stationnaires et des boucles de rétroactions négatives. Ainsi, si nous prenons un bosquet avec loups et lièvres, cette loi implique que les populations de ces deux espèces évoluent entre deux seuils: celui où les loups dépassent la capacité de reproduction des lièvres et celui où les lièvres permettent aux loups de se nourrir et se reproduire. Rien d'infini, rien de maximum. Il ne viendra à l'idée d'aucun loup de «lancer une entreprise» pour capturer le maximum de lièvres, sous hypothèse que leur croissance est constante! Le premier loup venu comprendrait que ce serait là, à terme bref, la fin des loups eux-mêmes.

La troisième cause touche aux lois de l'énergie. En effet, la thermodynamique montre (principe d'entropie) que nous ne faisons que dégrader l'énergie qui est, en termes utilisables, constante à l'échelle de



Omar Aktouf dénonce la concentration de la presse lors de son cours du 21 mars dernier.

Photo: N.Falcimaigne

l'univers. Nul ne saurait «fabriquer» du pétrole, du gaz naturel ou de la houille! Nous ne pouvons que les utiliser. Toute autre forme d'énergie devient «liée» (non utilisable directement comme les énergies fossiles), nécessitant une autre énergie avant d'être utile: panneaux pour l'énergie solaire, centrales nucléaires pour celle de l'atome... ce à quoi il faut ajouter l'énergie nécessaire pour contrôler les conséquences d'usage des énergies liées: déchets et accidents

nucléaires par exemple avec leurs retombées inestimables sur la nature, l'air, l'eau, la santé... C'est la non-durabilité et la fuite en avant vers des sources d'énergie de plus en plus... énergivores et destructrices.

Enfin la quatrième concerne la financiarisation de l'économie. La crise de 2008 a montré la différence entre économie

La suite et la série, bientôt sur le Web:
www.journalensemble.coop

Lettres

Le pétrole de schiste et la formation géologique de York River en Gaspésie

L'entreprise Pérolia, via son site Internet, annonce clairement son désir d'utiliser la méthode de la fracturation hydraulique pour ses puits à Haldimand. L'entreprise a effectué des «tests d'injectivité», c'est-à-dire un essai de fracturation hydraulique à petite échelle (La Presse, le 24 septembre 2011). Dans un article publié dans le quotidien *Le Devoir*, le 7 février 2012, on peut également lire ceci:

«La vice-présidente de Pérolia, Isabelle Proulx, a indiqué hier que ces derniers travaux ont surtout servi à faire «casser» la roche en profondeur. Mais elle a refusé de parler de «fracturation hydraulique». Fait à noter, toutes les opérations de fracturation hydraulique, que ce soit sur des puits gaziers ou pétroliers, doivent en théorie être effectuées dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) lancée par le gouvernement libéral l'an dernier pour étudier le gaz de schiste et le pétrole.»

Il faut bien comprendre que les projets à Haldimand et à Tar Point sont effectués au sein des grès (groupe de Gaspé) de la formation géologique de York River. On peut lire ceci sur le site Internet de Pérolia au sujet de cette formation: «La Formation du York River s'apparente au gisement non-conventionnel de Bakken au Dakota du Nord et au Montana. Ce type de gisement requiert cependant plus de temps et une technique différente pour extraire le pétrole.»

Cette technique diffère de la fracturation hydraulique: c'est la seule méthode connue à ce jour afin d'extraire

le pétrole ou le gaz du substrat rocheux. La formation de York River s'étend sous une bonne partie de la Gaspésie et nous retrouvons celle-ci sous le territoire de la Vallée de la Matapédia, notamment à Saint-Léon-Le-Grand.

L'entreprise gazière Gastem souhaite faire deux puits exploratoires sur le territoire de cette même municipalité en affirmant bec et oncles que ce seront deux puits conventionnels. À la lumière des précédentes informations, au sujet de la formation géologique de York River (gisement non-conventionnel), il est essentiel de connaître dans quelle formation géologique l'entreprise veut forer sur le territoire de la municipalité de Saint-Léon-Le-Grand.

Tant et aussi longtemps que l'entreprise ne nous donnera pas les garanties et les certitudes scientifiques que ses forages sont conventionnels, nous ne pourrions pas accepter les travaux d'exploration sur le territoire matapédien, de même que sur aucun autre territoire québécois.

Nous exigeons l'adoption immédiate d'un moratoire complet sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures ainsi qu'une réelle consultation publique afin que le Québec se dote d'une nouvelle stratégie énergétique. La priorité doit être faite à la réduction de la consommation, à l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables pour et par des Québécois.

Stéphane Poirier, citoyen d'Amqui

Journal *Ensemble*, presse coopérative et indépendante

Vers 2012, et plus loin encore

Fondé à l'orée de l'Année des coopératives, 2012, le journal *Ensemble*, presse coopérative et indépendante déploie une vaste gamme de publications complémentaires permettant d'informer adéquatement le grand public sur les enjeux qui touchent les coopératives, les mutuelles et l'économie sociale et solidaire.

Nicolas Falcimaigne

En septembre 2010, rien ne laissait présager une révolution dans le domaine de la presse écrite au Québec. Le mouvement coopératif tenait une conférence internationale à Lévis, sous le thème «*Quel projet de société pour demain?*».

Une petite équipe de bénévoles dont la plupart provenait de l'IRÉCUS (Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke) a reçu le mandat de publier quotidiennement un bulletin qui rendrait compte des conférences et des ateliers.

La Conférence internationale a mis en lumière le besoin de faire connaître le projet de société coopératif par le grand public. La jeune équipe a donc décidé de poursuivre la publication du bulletin et d'en faire un véritable journal d'information indépendante et coopérative, à l'attention du grand public.

QUOTIDIEN WEB MULTIMÉDIA

Le vaisseau amiral de la flotte est sans contredit le portail d'information web, qui offre de nouveaux contenus sur une base quotidienne, incluant vidéos, photographies, diagrammes et illustrations. Le grand public peut s'y informer en temps réel et les partenaires coopératifs peuvent y bénéficier d'une visibilité qui sera en croissance, avec le déploiement des autres publications.

ÉDITION PAR ABONNEMENT

Déclinée en papier ou en version électronique, l'édition mensuelle par abonnement présente des dossiers de fond sur la coopération, l'économie sociale et les mutuelles, à des abonnés qui soutiennent la mission de la coopérative. Les deux tarifs d'abonnement permettent à tous les abonnés de contribuer selon leurs moyens, n'écouteront que leurs valeurs.

ÉDITIONS RÉGIONALES GRAND PUBLIC

Pendant l'année 2012, le journal *Ensemble* part en tournée dans les régions avec des éditions grand public. Publiées à l'occasion des forums coopératifs régionaux, ces éditions permettent de rejoindre tous les citoyens du Québec.

ÉDITIONS ÉVÉNEMENTIELLES

Fidèle à ses origines, le journal *Ensemble* assure encore occasionnellement une couverture instantanée de certains événements. Ce fut le cas lors du Forum coopératif 2011. Une édition portant sur cet événement d'une journée fut remise à tous les participants avant leur départ.

PARTENARIATS

En collaboration avec CIBL, le journal *Ensemble* tient une chronique hebdomadaire sur les ondes de cette radio montréalaise. Des ententes similaires pourraient survenir dans les régions du Québec, alors que se déploie un large réseau de correspondants.

AGENCE DE PRESSE

Ce réseau regroupe maintenant plus de 100 correspondants partout à travers le Québec, qui peuvent fournir de l'information coopérative à d'autres publications.

ET PLUS LOIN ENCORE

L'année 2012 sera passée, mais l'équipe de la Coopérative de journalisme indépendant continuera d'apporter l'information coopérative et solidaire au grand public, toujours plus et toujours mieux.

C'est ainsi que, tous ensemble, nous réussirons à réaliser ce grand projet de société pour demain. Parce qu'ensemble on va plus loin.



Les membres fondateurs marchent d'un pas décidé devant le siège social de la Coopérative de journalisme indépendant, au lendemain de l'Assemblée générale d'organisation.

Photo: N.Falcimaigne

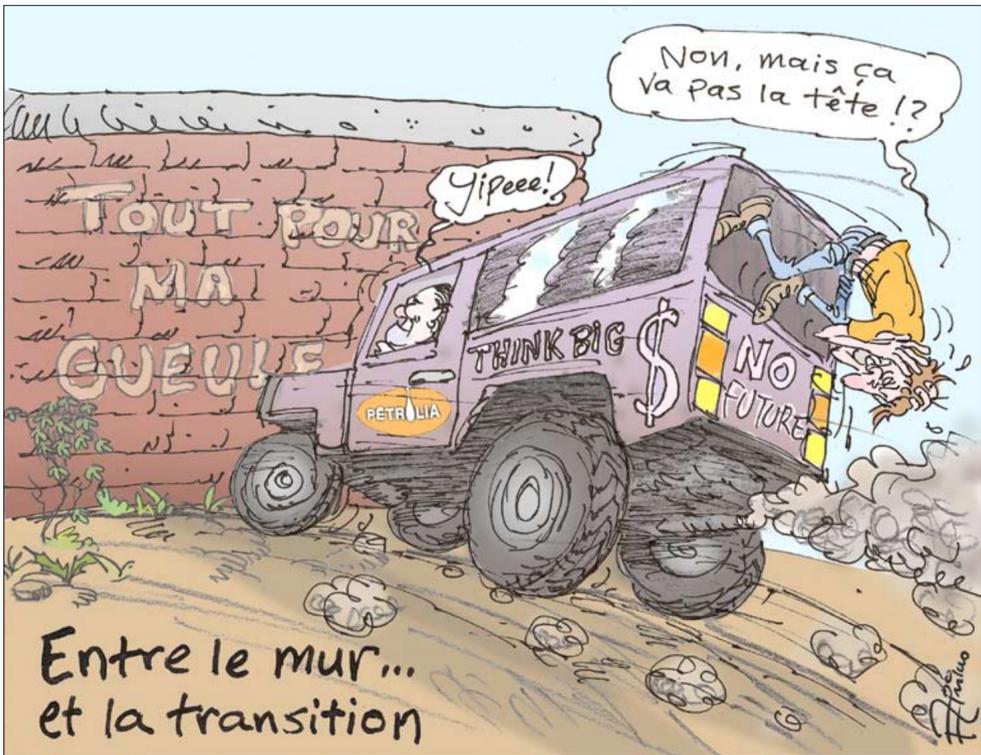


Illustration: Alexandre April

Entre le mur...
et la transition

Lettres

Pas la peine d'en parler?

Ou est-ce que ces quelques graines porteront bientôt de très gros fruits?

En Gaspésie, dans la Baie des Chaleurs (BDC), une petite équipe de citoyens et citoyennes, en collaboration avec le Centre d'initiation à la recherche et de développement durable (CIRADD), ont entrepris les démarches afin de lancer une initiative visant à réduire la dépendance de leurs localités au pétrole et à accroître la résilience locale. La question de base qu'ils se posent est «à quoi ressemblera la BDC en 2034?» (500 ans après la venue de Jacques Cartier en Gaspésie).

Le projet de Transition BDC est ambitieux, en ce sens qu'il vise les 26 communautés de la Baie-des-Chaleurs. Au fil des rencontres avec ceux qu'ils appellent les «Artisans du changement», l'équipe de Transition BDC espère que ceux-ci décideront d'apporter leur précieuse contribution aux divers Plans d'action de descente énergétique (PADE).

Le groupe de Transition BDC s'est donné comme premier but de répertorier les Artisans du changement. Des gens qui travaillent déjà à élever le degré de résilience locale autour d'eux. Comme c'est souvent le cas avec d'autres initiatives en Transition, c'est autour de la production de nourriture que se développent les premières actions concrètes. Jardins communautaires, ASC (Agriculture soutenue par la communauté), groupe d'achat, etc. Puis se greffent au groupe quelques artistes, des gens habitués à vivre et à penser «autrement» et c'est ainsi, à partir de la base en allant vers le haut que s'installent ces dites initiatives.

Au Québec, c'est dans 0,01% des municipalités que l'on peut retrouver les traces d'un mouvement révolutionnaire, pacifique et basé sur une vision positive de ce qui pourrait remplacer la situation globale actuelle. Ce mouvement de transition hautement coopératif, l'est-il trop pour l'esprit individualiste du nord-américain moyen?

Selon l'équipe de Québec en Transition, quinze initiatives de Transition francophones sont actives en Amérique du Nord. Celles-ci s'ajoutent à une quarantaine au Canada et plus de 800 répertoriées

par le réseau Transition Network et réparties dans une trentaine de pays.

Toujours selon l'équipe de Québec en Transition, «une Initiative de Transition est lancée par la communauté et vise à préparer les mutations et à mettre en place les solutions pour faire face aux crises pétrolière, climatique et économique en développant la résilience locale.»

Malgré le nombre peu élevé d'initiatives lancées au Québec (15 initiatives sur 1476 municipalités) ce ne sont pourtant ni les ressources disponibles ni la facilité d'exécution à lancer un tel projet qui sont un frein à leur apparition. En effet, la première étape est tout simplement de trouver une personne intéressée par le concept, appelée l'initiatrice. Une fois cette étape franchie l'initiative passe ensuite par plus ou moins sept autres étapes, selon la réalité de chaque région, et se dirige vers un «Plan d'action de descente énergétique» (PADE) en passant par le «grand lancement». Tout ceci se fait en gardant une vision optimiste de la situation, comme par exemple, de voir la descente énergétique comme une opportunité plutôt qu'une catastrophe.

S'il est un terrain fertile en ce moment c'est bien la Gaspésie comme le rapporte Roméo Bouchard dans son dernier livre *La reconquête du Québec: Esdras Minville et le modèle gaspésien* en citant Félix Leclerc parlant d'ici comme de «ce pays intérieur de chacun de nous, patient, silencieux, inconnu et mystérieux, d'où viendra le cri qui fera peur à tout le monde.»

Espérons que ce cri sera joyeux et que cette peur sera juste assez surprenante pour nous permettre de remettre en question les bases de l'économie actuelle. Puis, de passer à l'action en mettant l'accent un peu moins sur nos biens et un peu plus sur nos liens.

Martin Zibeau, citoyen de St-Siméon, dans la Baie-des-Chaleurs
Un des citoyens impliqués dans le projet Transition BDC.

Mauricie - Coopérative de solidarité de Mékinac

L'épicerie de St-Joseph-de-Mékinac est sauvée

En Mauricie, l'unique épicerie de Saint-Joseph-de-Mékinac, mise en vente par son propriétaire depuis trois ans, a été rachetée *in extremis* par une coopérative formée par les habitants du village. «Après 22 ans, je prends ma retraite», déclare sans appel André Lemay, propriétaire de l'épicerie Lemay-Kinak. «Je ne peux même pas compter sur ma fille pour la reprendre: elle vient d'avoir son deuxième enfant!», ajoute-t-il avec humour.

Gaëlle Ruaux

Si la relève n'avait pas été préparée à l'avance, il est fort à croire que M. Lemay aurait laissé dans une situation critique les quelques 400 habitants de Trois-Rives, la municipalité dont fait partie Saint-Joseph-de-Mékinac. «Sans une épicerie à proximité, ce serait très difficile de s'approvisionner en pétrole», remarque ainsi Lucien Mongrain, maire de Trois-Rives. «Cela prendrait à chaque fois 30 minutes pour aller faire nos courses, contre 10 à 15 minutes présentement».

Située en bordure de trois lacs, et de deux rivières (Saint-Maurice et Mékinac), la municipalité de Trois-Rives regroupe les villages de Rivière-Matawin, Grande-Anse et Saint-Joseph-de-Mékinac.

UN SERVICE ESSENTIEL

L'épicerie Lemay-Kinak y tient non seulement lieu de dépanneur pour les résidents de la région, mais dispose aussi d'un poste à essence, d'un comptoir de fruits et légumes frais, d'une boucherie ainsi que d'une SAQ. «Mon commerce fait 4 000 pieds carrés. L'été, avec l'afflux des touristes, il peut y avoir jusqu'à huit employés à travailler ici», précise André Lemay.

Pour parvenir à maintenir les services de ce commerce, trois options avaient été envisagées: fermer l'épicerie, espérer qu'elle soit rachetée par un particulier ou fonder une coopérative. C'est finalement l'idée de la coopérative de solidarité qui a été retenue.

Avec l'appui de Coopérative de développement régional (CDR) Centre du



L'épicerie Lemay-Kinak tient non seulement lieu de dépanneur pour les résidents de la région, mais dispose aussi d'un poste à essence, d'un comptoir de fruits et légumes frais, d'une boucherie ainsi que d'une SAQ. Photo: Coopérative de solidarité de Mékinac

Québec/Mauricie, des consultations ont été lancées en 2009 pour savoir comment les habitants souhaitaient revitaliser le milieu. «Il en est ressorti qu'ils voulaient maintenir les services de proximité», explique Stéphanie Milot, Conseillère en entrepreneuriat collectif à la CDR. «Le comité local de développement a d'abord agi à titre de comité provisoire. Il a organisé des assemblées générales pour tenir la population informée des enjeux du projet.»

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE MÉKINAC

Fondée le 5 février 2012, la Coopérative de solidarité de Mékinac compte 254 membres. Les objectifs financiers pour assurer la viabilité du projet avaient été fixés à 100 000 \$. «Pour l'instant, on en est à 65 000 \$ de masse monétaire, ce qui est très encourageant. D'autant qu'on n'a pas encore sollicité les subventions d'aide aux territoires dévitalisés», constate Serge Rouleau, président de la coopérative de solidarité.

La municipalité de Trois-Rives a elle aussi joué un rôle très actif dans la sauvegarde de l'épicerie. «Du côté municipal, on a investi 45 000 \$ sur 10 ans et exempté le projet

de taxes pendant 50 ans», explique le maire de Trois-Rives.

Les habitants de Trois Rives vont bientôt récolter le fruit de leurs efforts: les premiers travaux de rénovation du bâtiment devraient débuter dès le mois de mai. Le comité de recherche a présent un gérant pour s'occuper du magasin.

La région de la Mauricie compte quelques exemples de succès qui ont permis à des coopératives de reprendre des commerces et de redynamiser ainsi la vie locale.

L'EXEMPLE DE MONTAUBAN

À Notre-Dame-de-Montauban, des résidents ont aussi formé une coopérative de solidarité pour ouvrir une épicerie locale. «On a réussi à vendre 400 parts à 250 \$ chaque pour construire le bâtiment», explique Murielle Goupil, directrice de la Coop Saint-Ubalde, qui s'occupe de la gestion de la Coop de solidarité multiservices de Notre-Dame-de-Montauban. «On a deux quincailleries, une épicerie, un poste à essence. Il est aussi prévu qu'une bibliothèque vienne s'installer ici. On embauche une dizaine d'employés, tous résidents de la région.»

LES PERSPECTIVES

Dans le cas de l'épicerie Lemay-Kinak cependant, la tâche ne s'annonce pas aussi aisée.

Serge Rouleau rappelle que «le magasin multiservices de Notre-Dame-de-Montauban est une halte sur une route très passante, tandis que l'épicerie Lemay-Kinak est située tout au bout d'une route, dans un cul-de-sac. C'est entre autres une des raisons pour lesquelles les propriétaires n'ont jamais trouvé d'acheteurs à ce jour.»

Qui sait si ce nouveau type de gestion coopérative ne pourrait pas même amener à développer les services du magasin? Serge Rouleau n'entrevoit pas encore une telle perspective. «Le premier objectif, c'est de maintenir les services. À terme, on pourrait penser y ouvrir une quincaillerie. Mais il est évident que toute cette entreprise est un défi. Elle nécessite un taux d'utilisation à 50 % de la part de ses membres.»



LA PRESSE COOPÉRATIVE EN TOURNÉE

2012 Année internationale des coopératives

Le journal Ensemble est en tournée dans les régions du Québec. Les abonnés reçoivent toutes les éditions papier régionales.

Réservez votre place aux premières loges!

Abonnement en ligne: coop.journalensemble.coop

Ensemble



Coop video de Montréal

Pour un cinéma indépendant

Dans le milieu du cinéma, cette maison de production se distingue, car elle appartient à ses membres. Depuis 35 ans, la Coop vidéo de Montréal s'est engagée dans la création d'œuvres d'auteur, vidéographiques et cinématographiques. Elle a livré une cinquantaine d'œuvres primées dans de nombreux festivals au Québec, au Canada et à l'étranger.

Christine Gilliet

La Coop Vidéo de Montréal soutient la création des auteurs et plus particulièrement celle de ses membres. Elle regroupe des producteurs, des scénaristes, des réalisateurs et des artisans. Sa mission première est de monter le financement de l'œuvre de fiction



Les membres de la Coop Vidéo Montréal: ils sont producteurs, scénaristes, réalisateurs et artisans du cinéma d'auteur. Photo: Caroline Hysur

ou du documentaire, qu'il s'agisse d'un court ou long métrage. Pour les quatorze membres de la Coop Vidéo, l'indépendance budgétaire donne le plein pouvoir et le contrôle artistique au créateur. Forts de cette philosophie, ils signent des œuvres de qualité et porteuses de sens.

On doit à la Coop la production de la majorité des films de Robert Morin, notamment *Papa à la chasse aux lagopèdes*, *Que Dieu bénisse l'Amérique* et plus récemment *Journal d'un coopérant*. Pour Catherine Martin, citons *Trois temps après la mort d'Anna* et *Mariages*. Du réalisateur Louis Bélanger, on se souvient du succès populaire *Gaz Bar Blues*, et de *The Timekeeper*. Pour Bernard Émond, *L'épreuve du feu* et *Le temps et le lieu*. André-Line Beauparlant a réalisé *Panache* et *Trois princesses pour Roland* et Richard Jutras *Pawn Shop*.

RELÈVE ET RENDEZ-VOUS

Depuis quatre ans, la Coop Vidéo soutient la relève des auteurs de courts métrage dans le cadre des Rendez-vous du cinéma québécois en offrant une bourse de 1 000 \$ au gagnant du prix Coup de cœur du jury. En 2012, ce prix a été attribué à Alexis Fortier-Gauthier pour son film *Dans la neige*. Auparavant, elle avait soutenu, à titre de partenaire pendant quatre années, le diffuseur de courts métrages



L'équipe de *Gaz Bar Blues*, le long métrage de fiction réalisé par Louis Bélanger en 2003: un succès très populaire et de nombreux prix, à l'actif de la Coop Vidéo Montréal. Photo: Coop Vidéo Montréal

Prends-ça court!

Over my Dead Body, de Brigitte Poupart, est le plus récent film produit par la Coop Vidéo, un documentaire long métrage, qui

récolte les éloges des critiques et des médias culturels. Il a clôturé la 30^e édition des Rendez-vous du cinéma québécois en février 2012.

Les soirées **viva coop** la série pour souligner l'Année internationale des coopératives de manière festive et conviviale

Prochaines dates : 24 avril | 15 mai | 19 juin | 18 septembre | 16 octobre | 20 novembre

Où:
Espace ECTO, 880, rue Roy Est, espace 300, Montréal

Quoi:
4 micro-présentations par soirées : 5 minutes pour présenter votre projet coopératif!
Musique live, bière micro-brassée, espace inspirant!

Quand:
de 17h30 à 19h30. Les micro-présentations débutent à 18h.

Vous voulez donner un coup de main? Coorganiser le prochain événement? Devenir commanditaire? Appelez-nous ou écrivez-nous : coop2012@ecto.coop • 514 564-8636.

Surveillez le site internet www.ecto.coop pour rester informé

Contribution volontaire.



Le comptoir dépanneur.

Photo: Coopérative de solidarité de Mékinac

Le journal Ensemble publie régulièrement de l'information en ligne. Reportages, photos et vidéos exclusifs sur la coopération, les régions et les grands enjeux de société.

www.journalensemble.coop

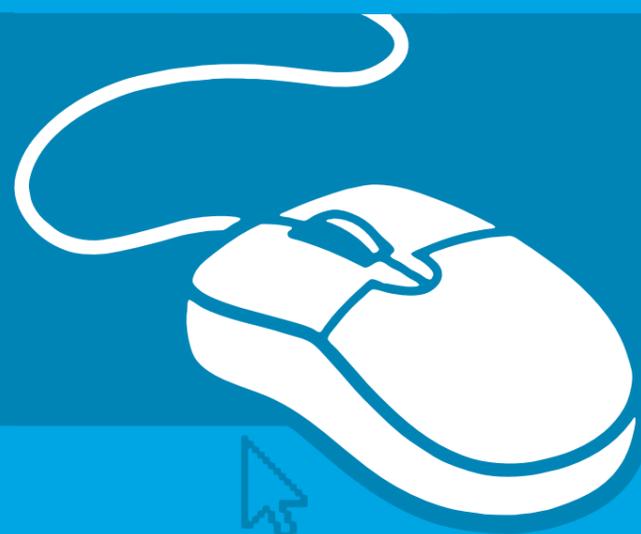
Suivez nous...



COMBINEZ
vos assurances
pour profiter d'une foule d'avantages!

ici pour coopérer

Votre soumission en ligne
au **cooperators.ca**



Habitation Automobile Vie Collective Entreprise Placements Voyage

